

Transition écologique : Emmanuel Macron ni décevant ni enthousiasmant (01 12 18)

L'intervention du président Macron du 27 novembre 2018 est fidèle à son péché mignon du fameux *en même temps* qui avait caractérisé sa campagne présidentielle. Maintenir le cap long terme de l'Accord de Paris pour le climat et *en même temps* répondre aux préoccupations de fin de mois des gilets jaunes. Réduire nos émissions de CO2 et *en même temps* réduire notre production nucléaire. Développer le solaire et l'éolien et *en même temps* ne pas sortir du nucléaire ni le remettre en cause.

Pourquoi ne pas avoir saisi l'occasion du grand mouvement populaire de mécontentement qui se développe actuellement pour sortir enfin du compromis, sortir du *en même temps* qui irrite les uns sans satisfaire les autres ?

La taxe TICPE sur les carburants a été le déclencheur de la grogne contre les dégradations du pouvoir d'achat. Inventées par les deux précédents quinquennats de gauche et de droite depuis le Grenelle de l'environnement de 2007, les taxes dites écologiques s'empilent et se succèdent, avec, certes, des effets visibles sur nos paysages et nos toitures, mais *en même temps* sans effets sur les émissions de CO2 de la France, reparties à la hausse depuis 3 ans.

On se souvient pourtant que notre 1^{ère} transition énergétique des années 1973-2000 se fit sans recours aux taxes. Le programme électronucléaire français fut entièrement financé par des emprunts industriels, remboursés par les consommateurs d'électricité ; ces consommateurs que nous sommes avons même depuis 40 ans prépayé les provisions pour charges futures qui attendent sagement aujourd'hui, sur des fonds dédiés encadrés par la loi, d'être affectés un jour aux démantèlements. Et tout cela en payant une électricité parmi les moins chères d'Europe.

Après notre transition électrique (largement derrière nous maintenant que 93% de notre électricité est décarbonée) l'heure est venue de nous attaquer aujourd'hui aux transitions du transport (essence et gazole) d'une part, et du chauffage (gaz et fuel) d'autre part, les deux sources de CO2 qui subsistent désormais dans notre pays.

On l'a vu, la grogne des gilets jaunes n'est pas dirigée contre l'écologie ni contre la transition énergétique. Elle est le rejet d'une certaine politique environnementale qui semble préférer le « bâton » à la « carotte » ; le rejet d'une écologie punitive, plutôt qu'incitative et positive.

C'est aussi une grogne contre les iniquités de la transition. Nombreux sont les français qui en ont assez que les mesures incitatives profitent d'abord au capital, ou aux plus aisés, ou à ceux qui spéculent sur les renouvelables et n'hésitent pas à revendre des capteurs et des éoliennes achetés à l'étranger et subventionnés par nos taxes. Nombre de « gilets jaunes », notamment en province, reprochent aux décideurs parisiens de s'être coupés de la vie quotidienne des plus modestes.

Le premier ministre l'avait en partie compris, lorsqu'il a tenté, au début du mouvement, de désamorcer la grogne en offrant des primes à la conversion, des chèques énergie et des aides à la suppression du chauffage au fuel. Mais ces mesures, utiles, viennent compliquer un peu plus le mille-feuille des taxes et subventions, et ne remet pas suffisamment en cause ce système de « bâtons » et de « carottes », ces dernières toujours jugées insuffisantes ou inadaptées par ceux tenus de payer la taxe à la pompe sans souvent pouvoir se permettre la dépense qui leur ferait bénéficier de la prime à la conversion.

Alors que faire ? Et bien si on cessait simplement de vouloir « mettre la charrue avant les bœufs » !

Notre monde agricole sait bien que taxes et subventions ne remplacent pas celui qui laboure, sème et produit. L'expérience réussie de notre transition électrique il y a quarante ans nous rappelle que pour réussir aujourd'hui nos transitions du transport et du chauffage et creuser leur sillon de façon efficace, équitable et durable, nos efforts devraient être tirés par une vraie politique économique et industrielle volontariste en faveur du climat ; les taxes et les subventions n'ont jamais été le moteur durable d'un grand projet national ; tout juste peuvent-elles l'accompagner, pas le tirer.

Par exemple : si la voiture électrique s'avère bien une solution d'avenir pour les transports routiers d'un pays à l'électricité dé-carbonée comme la France, eh bien, avant de taxer les carburants d'une main et de distribuer de l'autre des chèques de conversion aux automobilistes en colère, commençons par construire massivement des voitures électriques compétitives. Qu'attendons-nous ? Quel pays est mieux placé que le nôtre, avec notre électricité déjà dé-carbonée, pour réussir avant les autres un grand plan national de transition vers la voiture sans carbone ?

Autre exemple, les taxes. Comment ne pas comprendre la colère d'un gilet jaune qui observe qu'une partie de la taxe TICPE sur les carburants sert à payer certains mégawattheures photovoltaïques jusqu'à 630 euros (les obligations d'achat contractées en 2009 et garanties pour 20 ans aux producteurs), soit presque vingt fois plus cher que notre électricité nucléaire selon la Cours des Comptes (33 euros /MWh, et moins encore pour Fessenheim). Les automobilistes vont devoir financer ce prix exorbitant jusqu'en 2029 ! Et pour beaucoup d'entre eux sans recevoir de contrepartie, car tous ne sont pas de chanceux propriétaires de panneaux solaires qui peuvent récupérer d'une main ce qu'ils dépensent de l'autre en taxes à la pompe.

Au lieu de reconduire les subventions aux éoliennes et aux capteurs photovoltaïques importés (inefficaces, ruineuses, prématurées, et même « double peine » car la CSPE de 22,5€/MWh, supprimée le 31 décembre 2015 au profit de la TICPE sur les carburants, figure toujours sur nos factures électriques !), développons la recherche, l'industrie et des emplois nationaux dans les renouvelables et le stockage d'électricité. Et surtout, commençons par valoriser les atouts que nous possédons déjà dans les autres énergies propres (notre nucléaire, notre hydraulique pour le stockage d'électricité, notre forêt, notre biomasse et ses biocarburants, nos ressources géothermiques ou l'aérothermie des pompes à chaleur et le solaire thermique).

Pour créer cette dynamique écologique notre pays n'aura d'autre choix que de remettre des bœufs devant la charrue, seul moyen de tracer enfin le sillon d'une transition écologique vertueuse, équitable et supportable par les citoyens qui ne demandent qu'à être acteurs et pas seulement contribuables.

L'industrie de notre pays est moribonde : réindustrialisons, et s'il le faut vraiment, alors, taxons mais de façon justifiée, pour subventionner les entrepreneurs et artisans de nos réductions de gaz à effet de serre et de la réduction de notre empreinte environnementale ; ne taxons pas, comme trop souvent, pour le seul bénéfice d'une minorité aisée de profiteurs, de spéculateurs ou d'importateurs.

A quand un grand projet national qui, comme le projet de 1973, crée vraiment de la valeur industrielle, environnementale et de l'indépendance énergétique ? Un projet qui, comme en 1973, ne soit pas basé sur des obligations d'achat financées par la taxation.

Pour les citoyens responsables, portant ou non un gilet jaune, l'adhésion naîtra non pas de la dissuasion d'une taxe ni de la récompense d'une subvention mais d'abord de l'espoir d'œuvrer à une entreprise collective utile, concrète, équitable et durable pour léguer à nos enfants une planète plus belle.

Souhaitons que les discussions qui s'ouvrent sachent dépasser les intérêts particuliers, les intérêts des lobbies, et même les modes parfois au-dessus de nos moyens, pour privilégier l'intérêt général et celui des plus modestes, avec la raison et le bon sens dont nos concitoyens et nos administrations sont capables au pays de Descartes.

Jean-Luc Salanave

Spécialiste de l'énergie, professeur à l'Ecole Centrale Supélec

Membre de l'ONG Sauvons le Climat

Automobiliste et consommateur d'électricité